

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/009164]

6 JUIN 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux missions régionales pour l'emploi

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le décret du 13 décembre 2023 relatif aux missions régionales pour l'emploi, les articles 5, § 3, alinéa 3, 9, alinéa 3, 10, §§ 2 et 3, 11, § 2, 2°, 12, alinéa 2, 15, 16, alinéas 3 et 4, 17, 18, 20, § 1^{er}, alinéa 2, et 23, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 relatif aux dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées dans le domaine de l'Emploi et de la Formation professionnelle ;

Vu le rapport du 16 janvier 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 juin 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 juin 2023 ;

Vu l'avis standard n° 65/2023 du 24 mars 2023 de l'Autorité de protection des données auquel cette dernière renvoie par décision du 18 juillet 2023 dans le dossier CO-A-2023-292 ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 11 septembre 2023 ;

Vu l'avis 76.203/4 du Conseil d'État, donné le 21 mai 2024 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis n° 1551 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 11 septembre 2023 ;

Considérant que la non-rétroactivité des arrêtés est de règle, qu'elle peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative, qu'en l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité peut uniquement admise à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels ;

Considérant que le décret du 13 décembre 2023 relatif aux missions régionales pour l'emploi est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2024 et qu'afin de permettre aux missions régionales pour l'emploi de continuer leurs missions, il convient de mettre en œuvre au plus tôt les mesures d'exécution de ce décret ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'administration : la Direction de l'Emploi et des Permis de travail du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle du Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche ;

2° le décret du 13 décembre 2023 : le décret du 13 décembre 2023 relatif aux missions régionales pour l'emploi ;

3° le ministre : le Ministre qui a l'emploi dans ses attributions.

Art. 2. § 1^{er}. La Commission visée à l'article 9 du décret du 13 décembre 2023 est composée comme suit :

1° un membre et un suppléant qui représente le ministre ;

2° un membre et un suppléant qui représente l'administration ;

3° un membre et un suppléant représentant le Forem ;

4° un membre et un suppléant qui représente l'association représentative des missions régionales pour l'emploi visée à l'article 10 du décret du 13 décembre 2023.

§ 2. Le ministre nomme les membres de la Commission.

Le membre qui représente le ministre préside la Commission.

La Commission se réunit au moins deux fois par année civile.

La Commission peut inviter des experts.

§ 3. Le secrétariat de la Commission est assuré par l'Administration.

Art. 3. § 1^{er}. Le ministre désigne l'association représentative des missions régionales pour l'emploi visée à l'article 10 du décret du 13 décembre 2023.

§ 2. Cette association remplit les conditions suivantes :

1° être constituée sous forme d'association sans but lucratif ;

2° avoir pour objet d'offrir une structure d'appui aux missions régionales pour l'emploi ;

3° avoir pour membre plus de la moitié des missions régionales pour l'emploi.

§ 3. L'association représentative des missions régionales pour l'emploi bénéficie annuellement d'une subvention de 197.410 euros pour l'accomplissement de ses missions. Ce montant est adapté en janvier de chaque année, comme à l'occasion de chaque ajustement budgétaire, selon la formule visée à l'article 8, § 1^{er}.

Chaque année, la subvention visée à l'alinéa 1^{er} est liquidée en deux tranches, selon les modalités suivantes :

1° une première tranche, égale à quatre-vingts pour cent du montant ;

2° une seconde tranche, égale au solde de vingt pour cent du montant, versée sur présentation, au plus tard le 31 mars de l'année suivante, d'un rapport d'activité portant sur l'année précédente, approuvé par un comité d'accompagnement.

L'Administration détermine le modèle du rapport d'activité visé à l'alinéa 2, 2°.

Le ministre détermine la composition du comité d'accompagnement.

Art. 4. § 1^{er}. Le ministre agréé une association qui satisfait aux conditions prévues à l'article 11 du décret du 13 décembre 2023.

§ 2. L'association adresse la demande d'agrément à l'administration.

La demande, dont le modèle est disponible auprès de l'Administration, est accompagnée d'un dossier qui comporte :

1° le numéro unique d'entreprise, la dénomination sociale et le siège social ;

2° la dernière version en date des statuts ;

3° la liste des membres de l'organe d'administration et des organismes qu'ils représentent ;

4° le dernier bilan et comptes de résultat en distinguant les activités de mission régionale pour l'emploi des autres activités si les activités de mission régionale pour l'emploi préexistent à la demande d'agrément ;

5° le cas échéant, la convention de collaboration avec le Forem un accusé de réception du Forem qui démontre les démarches entreprises pour la conclusion de cette convention ;

6° le modèle de convention entre la mission régionale pour l'emploi et le bénéficiaire.

Concernant l'alinéa 2, 5°, la convention de collaboration avec le Forem est celle qui est prévue par l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi.

L'administration accuse réception de la demande dans les dix jours ouvrables suivant sa réception. Si la demande ou le dossier est incomplet, l'administration en avise l'association dans la même communication.

Si l'association ne complète pas sa demande ou son dossier dans le mois qui suit l'envoi du courrier visé à l'alinéa 4, l'administration adresse à l'association, par un moyen de communication donnant date certaine à l'envoi, un rappel du relevé des pièces manquantes. À défaut d'avoir reçu celles-ci dans le mois qui suit l'envoi de ce rappel, la demande est considérée comme irrecevable.

Lorsqu'une des informations visées à l'alinéa 2 n'est plus à jour, la mission régionale pour l'emploi en informe l'administration.

§ 3. Le ministre se prononce au plus tard dans un délai de soixante jours ouvrables, à compter à partir du jour où l'Administration dispose d'un dossier complet.

L'administration notifie la décision d'octroi ou de refus de l'agrément à l'association demanderesse.

Art. 5. § 1^{er}. Le ministre peut suspendre l'agrément d'une mission régionale pour l'emploi qui ne satisfait plus aux conditions prévues à l'article 11 du décret du 13 décembre 2023.

§ 2. Lorsqu'une mission régionale pour l'emploi ne remplit plus une ou plusieurs des conditions prévues à l'article 11 du décret du 13 décembre 2023, l'administration en informe la mission régionale pour l'emploi par courrier recommandé ainsi que le ministre.

La mission régionale pour l'emploi a accès, sur simple demande, à son dossier.

L'administration accorde un délai d'au moins un mois à la mission régionale pour l'emploi pour faire valoir son point de vue.

§ 3. Le ministre prend sa décision dans un délai de trois mois à dater de l'information qu'une ou plusieurs conditions ne sont plus remplies visée au paragraphe 2.

L'administration notifie la décision du ministre à la mission régionale pour l'emploi concernée.

L'administration communique également une copie de cette décision au Forem et à l'association représentative des missions régionales pour l'emploi.

§ 4. La suspension d'agrément visée au paragraphe 1^{er} représente un délai de régularisation déterminé le ministre, sans excéder une durée de six mois.

Pendant le délai visé à l'alinéa 1^{er}, la mission régionale pour l'emploi se met en conformité avec les conditions prévues à l'article 11 du décret du 13 décembre 2023 et en apporte la preuve auprès de l'administration.

Si, à l'issue du délai visé à l'alinéa 1^{er}, la mission régionale pour l'emploi n'apporte pas la preuve qu'elle satisfait à l'ensemble des conditions prévues à l'article 11 du décret du 13 décembre 2023, le ministre retire d'office l'agrément.

Art. 6. § 1^{er}. Le ministre peut procéder au retrait immédiat de l'agrément d'une mission régionale pour l'emploi qui ne satisfait plus aux conditions prévues à l'article 11 du décret du 13 décembre 2023 lorsque le manquement de la mission régionale pour l'emploi est à ce point caractérisé que sa bonne foi peut être sérieusement mise en doute.

§ 2. Lorsqu'une mission régionale pour l'emploi ne remplit plus une ou plusieurs des conditions prévues à l'article 11 du décret du 13 décembre 2023, l'administration en informe la mission régionale pour l'emploi par courrier recommandé ainsi que le ministre.

La mission régionale pour l'emploi a accès, sur simple demande, à son dossier.

L'administration accorde un délai d'au moins un mois à la mission régionale pour l'emploi pour faire valoir son point de vue.

§ 3. Le ministre prend sa décision dans un délai de trois mois à dater de l'information qu'une ou plusieurs conditions ne sont plus remplies visée au paragraphe 2.

L'administration notifie la décision du ministre à la mission régionale pour l'emploi concernée.

L'administration communique également une copie de cette décision au Forem et à l'association représentative des missions régionales pour l'emploi.

Art. 7. § 1^{er}. La mission régionale pour l'emploi élabore un rapport d'activités qu'elle remet à l'administration.

La mission régionale pour l'emploi remet chaque année le rapport d'activités annuel, dont le modèle est arrêté par l'administration, qui porte sur l'année civile écoulée, pour le 30 avril au plus tard de l'année suivant celle sur laquelle porte le rapport. Le rapport présente les principaux éléments marquants de l'année, en termes de méthodologie, de projets particuliers menés, de difficultés rencontrées, et explique, le cas échéant, pourquoi les objectifs d'accompagnement et d'insertion n'ont pas été atteints.

§ 2. Le rapport d'activité énumère au moins :

- 1° le nombre de bénéficiaires accompagnés ;
- 2° le nombre de bénéficiaires qui ont bénéficié de la dérogation visée à l'article 3, § 3, du décret du 13 décembre 2023 ;
- 3° le nombre de bénéficiaires, en précisant s'ils remplissent ou non une des conditions visées à l'article 3, § 1^{er}, 1° à 7°, du décret du 13 décembre 2023, qui ont été :
 - a) adressés par le Forem ;
 - b) orientés par l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles ;
- 4° le nombre de bénéficiaires concernés par une prestation organisée par un tiers tout en précisant le type de prestation ;
- 5° le nombre de bénéficiaires qui ont conclu un contrat de travail :
 - a) à durée déterminée d'au moins un an ;
 - b) à durée indéterminée, à l'exception des contrats de remplacement ;
- 6° le nombre de bénéficiaires occupés dans un métier qui figurent sur la liste des métiers en pénurie ou une fonction critique établies par le Forem ;
- 7° le nombre de bénéficiaires occupés au moins six mois consécutifs par le même employeur ;
- 8° le nombre total de bénéficiaires accompagnés et le taux d'insertion des bénéficiaires au sens de l'article 1^{er}, alinéa 2, du décret du 13 décembre 2023 ;
- 9° le nombre de bénéficiaires accompagnés qui cumulent au moins trois des critères visés à l'article 3, § 1^{er}, du décret du 13 décembre 2023 ;
- 10° le nombre de bénéficiaires qui bénéficient d'un deuxième accompagnement au cours de la même période d'accompagnement ;
- 11° le nombre de bénéficiaires qui bénéficient d'une deuxième insertion au cours de la même période d'accompagnement.

Art. 8. § 1^{er}. Le montant maximum de subvention auquel a droit la mission régionale pour l'emploi pour une année est calculé sur la base de la formule suivante :

$a \times b/c$:

Dans laquelle :

- a = le budget disponible pour l'année civile pour l'ensemble des missions régionales pour l'emploi ;
- b = le nombre total de chercheurs d'emploi inoccupés depuis plus de vingt-quatre mois et de chercheurs d'emploi qui ne disposent ni du certificat de l'enseignement secondaire supérieur, ni d'un titre équivalent, comptabilisés sur le territoire de la mission régionale pour l'emploi, une fois tous les cinq ans, en septembre de l'année précédente ;
- c = le nombre total de chercheurs d'emploi inoccupés depuis plus de vingt-quatre mois et de chercheurs d'emploi qui ne disposent ni du certificat de l'enseignement secondaire supérieur, ni d'un titre équivalent, comptabilisés dans la région de langue française, une fois tous les cinq ans, en septembre de l'année précédente.

§ 2. Pour l'application du présent article, le budget disponible pour l'année civile pour l'ensemble des missions régionales pour l'emploi ne comprend pas les majorations octroyées en vertu de l'article 28 du décret du 13 décembre 2023.

Le budget disponible pour l'ensemble des missions régionales pour l'emploi est indexé conformément aux modalités prévues par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

§ 3. L'administration liquide la part fixe de la subvention au titre d'avance, égale à septante pour cent du montant déterminé en vertu du paragraphe 1^{er}, au plus tard le 31 mars de chaque année.

Art. 9. § 1^{er}. Pour atteindre ses objectifs et avoir droit à la totalité de la part variable de la subvention, la mission régionale pour l'emploi doit, au cours des trois dernières années :

- 1° accompagner un bénéficiaire par tranche d'objectif ;
- 2° insérer la moitié des bénéficiaires effectivement accompagnés, dont l'accompagnement est clôturé, endéans les deux années prévues pour les phases d'accompagnement.

Le montant de la tranche d'objectif est déterminé pour chaque mission régionale pour l'emploi en additionnant les montants de subventions octroyés pour l'exercice de sa mission, puis en divisant cette somme par le nombre de bénéficiaires accompagnés. Les subventions prises en compte sont celles octroyées en vertu :

- 1° du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi ;
- 2° du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins prioritaires ;
- 3° de l'accord-cadre tripartite intersectoriel du secteur non-marchand wallon.

L'opération décrite à l'alinéa 2 est effectuée la première fois sur base des chiffres de l'année 2022. Le résultat est révisé tous les cinq ans, sur base d'une analyse objectivée des coûts d'accompagnement dans les missions régionales pour l'emploi, annexée au rapport visé à l'article 24 du décret du 13 décembre 2023. La première révision a lieu en 2029.

Par dérogation, la tranche d'objectif pour une mission régionale pour l'emploi nouvellement agréée est fixée à 4.750 euros. Ce montant est indexé chaque année en janvier, ainsi qu'à chaque ajustement budgétaire, selon la formule visée à l'article 8, § 1^{er}. Après trois années d'agrément, l'opération décrite à l'alinéa 2 est effectuée lors de la révision mentionnée à l'alinéa 3.

Pendant la période visée à l'article 28 du décret du 13 décembre 2023, la tranche d'objectif de la mission régionale agréée au 31 décembre 2023 ne peut pas être inférieur à celle visée à l'alinéa 4.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, un accompagnement est compté une virgule deux fois lorsque le bénéficiaire remplit au moins trois des conditions visées à l'article 3, § 1^{er}, du décret du 13 décembre 2023.

Pour l'application du paragraphe 1^{er}, une insertion est comptée une virgule deux fois pour chacun des critères qualitatifs suivants :

1° le bénéficiaire est occupé au moins six mois par le même employeur dans un régime de travail qui correspond à au moins un mi-temps de la durée normale de travail au sein de l'entreprise ou, à défaut, de son secteur d'activité ;

2° le bénéficiaire a conclu, pendant la période d'accompagnement, un contrat de travail à durée indéterminée ou à durée déterminée d'au moins un an dans un régime de travail qui correspond à au moins un mi-temps de la durée normale de travail au sein de l'entreprise ou, à défaut, de son secteur d'activité ;

3° le bénéficiaire est occupé dans un métier qui figure sur la liste des métiers en pénurie ou une fonction critique établie par le Forem.

Pour l'application de l'alinéa 2, 2°, une relation statutaire est assimilée à un contrat de travail à durée indéterminée et un contrat de remplacement est assimilé à un contrat de travail à durée déterminée.

Pour l'application du paragraphe 1^{er}, lorsqu'un bénéficiaire est accompagné ou inséré deux fois au cours de la période visée à l'article 6, § 2, du décret du 13 décembre 2023, le deuxième accompagnement ou la deuxième insertion est compté zéro virgule huit fois. Les accompagnements et insertions supplémentaires ne sont pas comptés.

§ 3. Si les conditions visées au paragraphe 1^{er} ne sont pas remplies, le montant de base de la part variable de la subvention est réduit à l'occasion du versement du solde de la subvention de la troisième année, selon le calcul suivant :

$$a \times ((b/c + d/e) / 2) :$$

Dans laquelle :

a = trente pour cent du montant déterminé pour trois exercices consécutifs, en vertu de l'article 8, § 1^{er} ;

b = le nombre de bénéficiaires accompagnés au cours de ces trois exercices, plafonné au nombre minimum de bénéficiaires que la mission régionale pour l'emploi avait pour obligation d'accompagner en vertu du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° ;

c = le nombre minimum de bénéficiaires que la mission régionale pour l'emploi était tenue d'accompagner pour ces trois exercices, en vertu du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° ;

d = le nombre de bénéficiaires insérés dans l'emploi au cours de ces trois exercices, plafonné au nombre minimum de bénéficiaires que la mission régionale pour l'emploi était tenue d'insérer en vertu du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° ;

e = le nombre minimum de bénéficiaires que la mission régionale pour l'emploi était tenue d'insérer pour ces trois exercices en vertu du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°.

§ 4. L'Administration liquide la part variable calculée conformément au paragraphe 3.

Art. 10. L'administration conserve les données visées à l'article 20, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 13 décembre 2023 dans le dossier de la mission régionale pour l'emploi concernée.

Elle les détruit dès que la personne concernée ne fait plus partie de l'organe d'administration de la mission régionale pour l'emploi.

Art. 11. À l'article 2/1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 relatif aux dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées dans le domaine de l'Emploi et de la Formation professionnelle, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 2021 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2023, l'alinéa 1^{er}, 1° est remplacé par " 1° du décret du 13 décembre 2023 relatif aux missions régionales pour l'emploi ; ».

Art. 12. L'arrêté du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi est abrogé.

Art. 13. L'arrêté du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi continue à produire ses effets pour le contrôle et le calcul du solde des subventions octroyées au 31 décembre 2023 aux missions régionales pour l'emploi agréées au 31 décembre 2023.

Art. 14. Les articles 8 et 9 produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2024.

Art. 15. Le Ministre qui a l'emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 juin 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/009164]

6 JUNI 2024. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het decreet van 13 december 2023 betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, de artikelen 5, § 3, lid 3, 9, lid 3, 10, §§ 2 en 3, 11, § 2, 2°, 12, lid 2, 15, 16, lid 3 en lid 4, 17, 18, 20, § 1, lid 2, en 23, lid 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019 betreffende de in aanmerking komende uitgaven in het kader van subsidies toegekend op het gebied van Tewerkstelling en Beroepsopleiding;

Gelet op het rapport van 16 januari 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 19 juni 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 juni 2023;

Gelet op standaardadvies nr. 65/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 24 maart 2023, waarnaar laatstgenoemde verwijst bij besluit van 18 juli 2023 in het dossier CO-A-2023-292;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), uitgebracht op 11 september 2023;

Gelet op advies 76.203/4 van de Raad van State, gegeven op 21 mei 2024, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies nr. 1551 van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), uitgebracht op 11 september 2023;

Overwegende dat de niet-terugwerkende kracht van besluiten de regel is maar dat de terugwerkende kracht gerechtvaardigd kan zijn als dit door een wettelijke bepaling wordt toegestaan, en dat bij gebreke van een wettelijke machtiging terugwerkende kracht slechts bij uitzondering kan worden toegestaan, met name indien dit noodzakelijk is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regeling van een feitelijke of juridische situatie, en mits de vereisten van rechtszekerheid en individuele rechten worden geëerbiedigd;

Overwegende dat het decreet van 13 december 2023 betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling in werking is getreden op 1 januari 2024 en dat, opdat de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling hun opdrachten kunnen blijven vervullen, de maatregelen ter uitvoering van dat decreet zo snel mogelijk moeten worden uitgevoerd;

Op de voordracht van de Minister van Werk;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° administratie: de Directie Tewerkstelling en Werkvergunningen van het Departement Werk en Beroepsopleiding van de Waalse Overheidsdienst Economie, Werk en Onderzoek;

2° decreet van 13 december 2023: het decreet van 13 december 2023 betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

3° Minister: de Minister van Werk.

Art. 2. § 1. De Commissie bedoeld in artikel 9 van het decreet van 13 december 2023 is als volgt samengesteld:

1° een lid en één plaatsvervanger ter vertegenwoordiging van de Minister;

2° een lid en een plaatsvervanger ter vertegenwoordiging van de administratie;

3° een lid en een plaatsvervanger ter vertegenwoordiging van "Forem";

4° een lid en een plaatsvervanger ter vertegenwoordiging van de in artikel 10 van het decreet van 13 december 2023 bedoelde vereniging die de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling vertegenwoordigt.

§ 2. De Minister benoemt de leden van de Commissie.

Het lid dat de Minister vertegenwoordigt, zit de commissie voor.

De Commissie vergadert minstens twee keer per kalenderjaar.

De Commissie kan deskundigen uitnodigen.

§ 3. Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door de Administratie.

Art. 3. § 1. De Minister wijst de in artikel 10 van het decreet van 13 december 2023 bedoelde vereniging die de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling vertegenwoordigt, aan.

§ 2. Deze vereniging vervult de volgende voorwaarden:

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk;

2° een ondersteunende structuur bieden voor de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

3° meer dan de helft van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling als lid hebben.

§ 3. De vereniging die de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling vertegenwoordigt, ontvangt een jaarlijkse subsidie van 197.410 euro om haar taken uit te voeren. Dit bedrag wordt in januari van elk jaar, zoals bij elke begrotingsaanpassing, aangepast volgens de in artikel 8, § 1 bedoelde formule.

De in lid 1 bedoelde subsidie wordt jaarlijks in twee tranches uitbetaald, als volgt :

1° een eerste tranche, gelijk aan tachtig procent van het bedrag;

2° een tweede tranche, gelijk aan het saldo van twintig procent van het bedrag, betaald tegen voorlegging, uiterlijk op 31 maart van het volgende jaar, van een activiteitenverslag over het voorbije jaar, goedgekeurd door een begeleidingscomité.

De administratie bepaalt het model van het activiteitenverslag bedoeld in lid 2, 2°.

De Minister bepaalt de samenstelling van het begeleidingscomité.

Art. 4. § 1. De Minister erkent een vereniging die voldoet aan de voorwaarden van artikel 11 van het decreet van 13 december 2023.

§ 2. De vereniging richt de erkenningsaanvraag aan de administratie.

De aanvraag waarvan het model bij de Administratie beschikbaar is, bevat een dossier dat bestaat uit :

1° het uniek ondernemingsnummer, de sociale benaming en de maatschappelijke zetel;

2° de laatste versie van de statuten;

3° de lijst van de leden van het bestuursorgaan en de organisaties die zij vertegenwoordigen;

4° de laatste balans en resultatenrekening, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de activiteiten van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling en andere activiteiten indien de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling dateren van vóór de erkenningsaanvraag;

5° in voorkomend geval, de samenwerkingsovereenkomst met Forem en een ontvangstbevestiging van Forem waaruit blijkt welke stappen zijn ondernomen om de overeenkomst te sluiten;

6° de modelovereenkomst tussen de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling en de begunstigde.

Met betrekking tot lid 2, 5°, is de samenwerkingsovereenkomst met Forem deze voorzien in artikel 18, § 1, eerste lid, van het decreet van 12 november 2021 de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden.

De administratie bericht ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag. Indien de aanvraag of het dossier onvolledig is, zal de administratie de vereniging hiervan in dezelfde mededeling op de hoogte stellen.

Indien de vereniging haar aanvraag of dossier niet binnen een maand na verzending van de in lid 4 bedoelde brief vervolledigt, stuurt de administratie de vereniging een herinnering van de lijst van ontbrekende documenten, via een communicatiemiddel dat een vaste datum aan de zending verleent. Als deze niet binnen een maand na verzending van de herinnering worden ontvangen, wordt de aanvraag als niet-ontvankelijk beschouwd.

Als een van de in lid 2 genoemde gegevens niet meer actueel is, informeert de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling de administratie.

§ 3. De Minister beslist uiterlijk binnen een termijn van zestig werkdagen na de datum waarop de administratie een volledig dossier heeft ontvangen.

De administratie geeft de aanvragende vereniging kennis van de beslissing tot toekenning of weigering.

Art. 5. § 1. De Minister kan de erkenning van een gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling die niet langer voldoet aan de voorwaarden van artikel 11 van het decreet van 13 december 2023 opschorten.

§ 2. Wanneer een gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling niet langer voldoet aan één of meerdere van de voorwaarden vermeld in artikel 11 van het decreet van 13 december 2023, brengt de administratie per aangetekende brief de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling en de Minister op de hoogte.

De gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling kan op verzoek toegang krijgen tot haar dossier.

De administratie geeft de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling minstens een maand de tijd om haar standpunt te presenteren.

§ 3. De Minister neemt een beslissing binnen drie maanden na de kennisgeving dat niet langer wordt voldaan aan een of meerdere van de in paragraaf 2 bedoelde voorwaarden.

De administratie brengt de betrokken gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling op de hoogte van de beslissing van de Minister.

De administratie zal ook een kopie van deze beslissing sturen naar Forem en de vereniging die de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling vertegenwoordigt.

§ 4. De in paragraaf 1 bedoelde opschorting van de erkenning geldt voor een door de Minister vastgestelde regularisatieperiode van ten hoogste zes maanden.

Tijdens de periode bedoeld in het eerste lid moet de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 11 van het decreet van 13 december 2023 en het bewijs hiervan bezorgen aan de administratie.

Indien de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling op het einde van de in paragraaf 1 bedoelde periode niet heeft aangetoond dat ze voldoet aan alle voorwaarden van artikel 11 van het decreet van 13 december 2023, trekt de Minister de erkenning ambtshalve in.

Art. 6. § 1. De Minister kan de erkenning van een gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling die niet langer voldoet aan de voorwaarden van artikel 11 van het decreet van 13 december 2023 onmiddellijk intrekken wanneer de tekortkoming van de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling zo ernstig is dat haar goede trouw ernstig in vraag kan worden gesteld.

§ 2. Wanneer een gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling niet langer voldoet aan één of meerdere van de voorwaarden vermeld in artikel 11 van het decreet van 13 december 2023, brengt de administratie per aangetekende brief de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling en de Minister op de hoogte.

De gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling kan op verzoek toegang krijgen tot haar dossier.

De administratie geeft de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling minstens een maand de tijd om haar standpunt te presenteren.

§ 3. De Minister neemt een beslissing binnen drie maanden na de kennisgeving dat niet langer wordt voldaan aan een of meerdere van de in paragraaf 2 bedoelde voorwaarden.

De administratie brengt de betrokken gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling op de hoogte van de beslissing van de Minister.

De administratie zal ook een kopie van deze beslissing sturen naar Forem en de vereniging die de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling vertegenwoordigt.

Art. 7. § 1. De gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling stelt een activiteitenverslag op en dient dit in bij de administratie.

Elk jaar dient de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling het jaarlijks activiteitenverslag over het voorbije kalenderjaar in tegen 30 april van het jaar dat volgt op het jaar waarop het verslag betrekking heeft. Het model van het verslag wordt bepaald door de administratie. Het verslag beschrijft de belangrijkste hoogtepunten van het jaar in termen van methodologie, specifieke uitgevoerde projecten en ondervonden moeilijkheden, en legt waar nodig uit waarom de steun- en inschakelingsdoelstellingen niet werden bereikt.

§ 2. Het activiteitenverslag bevat tenminste:

1° het aantal begeleide begunstigden;

2° het aantal begunstigden die de in artikel 3, § 3, van het decreet van 13 december 2023 bedoelde afwijking hebben genoten;

3° het aantal begunstigden, met vermelding of zij al dan niet voldoen aan een van de voorwaarden bedoeld in artikel 3, § 1, 1° tot 7°, van het decreet van 13 december 2023, die :

a) door Forem zijn doorverwezen;

b) door het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waaals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen) zijn doorverwezen;

4° het aantal begunstigden betrokken bij een dienstverlening georganiseerd door een derde, met vermelding van het soort dienstverlening;

5° het aantal begunstigden die de volgende arbeidsovereenkomsten hebben ondertekend:

a) een arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd van ten minste één jaar;

b) een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur, met uitzondering van vervangingscontracten;

6° het aantal begunstigden tewerkgesteld in een beroep dat voorkomt op de lijst van beroepen met een tekort of een kritische functie opgesteld door Forem;

7° het aantal begunstigden dat gedurende ten minste zes opeenvolgende maanden bij dezelfde werkgever is tewerkgesteld;

8° het totale aantal begeleide begunstigden en het inschakelingspercentage van de begunstigden in de zin van artikel 1, tweede lid, van het decreet van 13 december 2023;

9° het aantal begeleide begunstigden die voldoen aan ten minste drie van de criteria bedoeld in artikel 3, § 1, van het decreet van 13 december 2023;

10° het aantal begunstigden die een tweede begeleiding genieten tijdens dezelfde begeleidingsperiode;

11° het aantal begunstigden die een tweede inschakeling genieten tijdens dezelfde begeleidingsperiode.

Art. 8. § 1. Het maximale subsidiebedrag waarop de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling gedurende een jaar recht heeft, wordt berekend aan de hand van de volgende formule:

$a \times b/c$

Waarbij:

a = het budget dat voor het kalenderjaar beschikbaar is voor alle gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

b = het totale aantal werkzoekenden die langer dan vierentwintig maanden werkloos zijn en werkzoekenden die niet in het bezit zijn van een diploma van hoger secundair onderwijs of een gelijkwaardige kwalificatie, geteld op het grondgebied van de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling, om de vijf jaar, in september van het voorgaande jaar;

c = het totale aantal werkzoekenden die langer dan vierentwintig maanden werkloos zijn en werkzoekenden die niet in het bezit zijn van een diploma van hoger secundair onderwijs of een gelijkwaardige kwalificatie, geteld op het grondgebied van de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling, om de vijf jaar, in september van het voorgaande jaar.

§ 2. Voor de toepassing van dit artikel omvat het budget dat voor het kalenderjaar beschikbaar is voor alle gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling niet de verhogingen die worden toegekend krachtens artikel 28 van het decreet van 13 december 2023.

Het bedrag dat beschikbaar is voor alle gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling wordt geïndexeerd volgens de modaliteiten die zijn vastgelegd in de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

§ 3. De administratie betaalt het vaste gedeelte van de subsidie als voorschot, gelijk aan zeventig procent van het overeenkomstig paragraaf 1 vastgestelde bedrag, uiterlijk op 31 maart van elk jaar.

Art. 9. § 1. Om haar doelstellingen te bereiken en recht te hebben op het volledige variabele gedeelte van de subsidie, moet de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling tijdens de laatste drie jaar :

1° één begunstigde per aandeel in de doelstelling begeleiden;

2° de helft van de daadwerkelijk begeleide begunstigden, van wie de begeleiding wordt stopgezet, inschakelen binnen de twee jaar die voorzien zijn voor de begeleidingsfasen.

Het bedrag van het aandeel in de doelstelling wordt voor elke gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling bepaald door de bedragen van de subsidies die zijn toegekend voor het uitvoeren van haar opdracht bij elkaar op te tellen en deze som vervolgens te delen door het aantal begeleide begunstigden. De in aanmerking genomen subsidies zijn die welke zijn toegekend krachtens :

1° het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

2° het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling ("APE") gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften;

3° het driedelig intersectoraal kaderakkoord in de Waalse niet-commerciële sector.

De in lid 2 beschreven verrichting wordt voor het eerst uitgevoerd op basis van de cijfers voor 2022. Het resultaat wordt om de vijf jaar geëvalueerd op basis van een objectieve analyse van de kosten van de begeleiding in de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, gevoegd bij het verslag bedoeld in artikel 24 van het decreet van 13 december 2023. De eerste herziening vindt plaats in 2029.

In afwijking hiervan wordt het aandeel in de doelstelling voor een nieuw erkende zending voor arbeidsbemiddeling vastgesteld op 4.750 euro. Dit bedrag wordt in januari van elk jaar, zoals bij elke begrotingsaanpassing, aangepast volgens de in artikel 8, § 1 bedoelde formule. Na drie jaar erkenning wordt de in lid 2 beschreven verrichting uitgevoerd tijdens de in lid 3 bedoelde herziening.

Gedurende de periode bedoeld in artikel 28 van het decreet van 13 december 2023 mag het aandeel in de doelstelling van de erkende gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling op 31 december 2023 niet lager zijn dan die, bedoeld in het vierde lid.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1 wordt een begeleiding 1,2 keer geteld wanneer de begunstigde voldoet aan ten minste drie van de voorwaarden bedoeld in artikel 3, § 1, van het decreet van 13 december 2023.

Voor de toepassing van paragraaf 1 wordt een inschakeling 1,2 keer geteld voor elk van de volgende kwalitatieve criteria:

1° de begunstigde is gedurende ten minste zes maanden tewerkgesteld bij dezelfde werkgever in een betrekking die overeenstemt met ten minste de helft van de normale arbeidsduur in de onderneming of, bij ontstentenis daarvan, in haar activiteitssector;

2° de begunstigde heeft een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd of voor bepaalde tijd gesloten voor ten minste één jaar tijdens de begeleidingsperiode, in een arbeidsverhouding die overeenkomt met ten minste de helft van de normale arbeidsduur in de onderneming of, bij ontstentenis daarvan, in zijn vakgebied;

3° de begunstigde is tewerkgesteld in een beroep dat voorkomt op de lijst van beroepen met een tekort of een kritische functie opgesteld door Forem.

Voor de toepassing van lid 2, 2°, wordt een statutaire betrekking beschouwd als een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd en een vervangingsovereenkomst als een arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd.

Voor de toepassing van paragraaf 1 wordt, wanneer een begunstigde tweemaal wordt begeleid of geïntegreerd tijdens de periode bedoeld in artikel 6, § 2, van het decreet van 13 december 2023, de tweede begeleiding of inschakeling nul komma acht geteld. Extra begeleidingen en inschakelingen worden niet meegeteld.

§ 3. Indien niet aan de in paragraaf 1 bedoelde voorwaarden wordt voldaan, wordt het basisbedrag van het variabele gedeelte van de subsidie bij de betaling van het saldo van de subsidie voor het derde jaar verlaagd volgens de onderstaande berekening:

$$a \times ((b/c + d/e) / 2) :$$

Waarbij:

a = dertig procent van het bedrag vastgesteld voor drie opeenvolgende boekjaren overeenkomstig artikel 8, § 1;

b = het aantal begunstigden dat tijdens deze drie boekjaren werd begeleid, beperkt tot het minimumaantal begunstigden dat de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling overeenkomstig paragraaf 1, lid 1, 1°, moest begeleiden;

c = het minimumaantal begunstigden dat de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling overeenkomstig paragraaf 1, lid 1, 1° voor deze drie begrotingsjaren moest begeleiden;

d = het aantal begunstigden dat tijdens deze drie boekjaren werd begeleid, beperkt tot het minimumaantal begunstigden dat de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling overeenkomstig paragraaf 1, lid 1, 2°, moest inschakelen;

e = het minimumaantal begunstigden dat de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling overeenkomstig paragraaf 1, lid 1, 2° voor deze drie begrotingsjaren moest inschakelen.

§ 4. De administratie betaalt het variabele gedeelte berekend overeenkomstig paragraaf 3.

Art. 10. De administratie bewaart de gegevens bedoeld in artikel 20, § 1, eerste lid, van het decreet van 13 december 2023 in het dossier van de betrokken gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling.

Ze vernietigt deze zodra de betrokkene niet langer deel uitmaakt van het bestuursorgaan van de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling

Art. 11. In artikel 2/1 van het besluit van de Waalse regering van 29 april 2019 betreffende de in aanmerking komende uitgaven in het kader van subsidies toegekend op het gebied van Tewerkstelling en Beroepsopleiding, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 september 2021 en laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2023, wordt het eerste lid, 1° vervangen door "1° het decreet van 13 december 2023 betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling".

Art. 12. Het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling wordt opgeheven.

Art. 13. Het decreet van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling blijft van kracht voor de controle en de berekening van het saldo van de subsidies die op 31 december 2023 zijn toegekend aan de op 31 december 2023 erkende gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling.

Art. 14. De artikelen 8 en 9 hebben uitwerking op 1 september 2023.

Art. 15. De Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 juni 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,

Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/204950]

23 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 37, § 1^{er}, modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 janvier 2024 ;

Vu le rapport du 4 janvier 2024 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu que la demande d'avis a été inscrite le 26 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 75.712/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 26 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que l'article 3, 16^o (deuxième), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, a inséré à l'article 15 de l'arrêté du 30 novembre 2006, un paragraphe 1^{er}bis/2, contenant une nouvelle formule de calcul du nombre de certificats verts octroyés basée sur une méthodologie tenant compte du coût de production moyen actualisé ;

Considérant que l'article 15, § 1^{er}bis/2, de l'arrêté du 30 novembre 2006, dispose que pour le calcul du taux d'octroi, le ministre qui a l'Énergie dans ses attributions propose une méthodologie au Gouvernement qui l'arrête ;

Considérant que la procédure de notification de cette nouvelle méthodologie à la Commission européenne a abouti en cours d'année 2024 et que son application ne précède pas l'issue de cette procédure ;

Considérant que malgré l'absence de méthodologie, en application de l'article 15, § 1^{er}bis/1 et 1^{er}bis/2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006, la nouvelle formule de calcul du nombre de certificats verts octroyés se substitue à la formule actuelle le 1^{er} janvier 2024 ;

Considérant le besoin de prévisibilité de la norme ;

Considérant que pour des raisons de sécurité juridique, jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle méthodologie arrêtée par le Gouvernement wallon, aucun certificat vert ne pourra être octroyé à de nouveaux projets de production d'énergie verte à partir du 1^{er} janvier 2024 ;

Considérant que pour atteindre les objectifs de production d'énergie renouvelable adoptés par la Région wallonne, un mécanisme de soutien à la production d'énergie verte est indispensable ;

Considérant que pour garantir la non-interruption du mécanisme de soutien, il convient de prévoir une entrée en application au 1^{er} janvier 2024 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. À l'article 15, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 février 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}bis/1, alinéa 1^{er}, les mots « 31 décembre 2023 » sont remplacés par les mots « 31 mai 2024 » ;

2^o dans le paragraphe 1^{er}bis/2, alinéa 1^{er}, les mots « 1^{er} janvier 2024 » sont remplacés par les mots « 1^{er} juin 2024 ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2024.

Art. 3. Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY